

Martine Aubry ne veut ni de Matignon, ni de l'Élysée : qui a le plus à craindre de son retour ?



Dans un entretien au JDD publié dimanche puis dans une autre interview donnée sur France Inter ce lundi, Martine Aubry critique la politique économique du gouvernement.

Avec Hervé Algalarrondo

Avec Stefan Simons

Atlantico : Dans une interview accordée le 19 octobre au *Journal du dimanche* ([voir ici](#)), Martine Aubry est sortie de près de deux années de silence pour exprimer son opposition à la ligne gouvernementale. Dans une analyse du bilan à mi-mandat lapidaire, elle déclare vouloir rétablir le débat "qui sera du temps gagné à l'avenir", et permettra de "trouver le bon réglage des politiques économiques" pour sortir la France de la crise. Officiellement, elle n'ambitionnerait ni un poste au gouvernement, ni la direction du parti, ni 2017. Quelle est sa véritable intention, le vrai sens de sa démarche ?

Stefan Simons : Je crois qu'elle veut surtout relancer le débat sur la politique économique du gouvernement. Elle refait surface au moment du vote du budget. Si on ajoute à l'interview donnée au JDD les explications qu'elle a fournies ce matin sur France Inter, on constate qu'elle ne veut pas cliver. Elle refuse aussi de se mettre du côté des frondeurs. Elle estime que les décisions sont prises à l'Élysée, voire à Matignon. Du coup, le gouvernement a oublié la base politique du parti avec laquelle il n'y a pas eu de concertations. Martine Aubry se pose en "sage" du parti qui se permet d'intervenir dans le débat politique car elle a déjà un passé ministériel. Il y a un clivage à la tête du parti et elle a voulu signifier son désaccord de façon pas trop agressive. Je n'ai pas l'impression qu'elle veut diviser davantage. A mon avis, si elle avait voulu avoir un poste elle serait sortie du bois plus tôt notamment au moment du remaniement. **Je ne pense pas que sa prise de position soit faite à des fins personnelles. Elle ne se positionne pas en carriériste.**

Hervé Algalarrondo : Je crois qu'à gauche tout le monde sait et sent que la succession de François Hollande est ouverte. Il ne sera probablement pas en situation de se représenter au 2017. Tout le monde affûte ses armes. Du côté des "légitimistes" ce sera Manuel Valls même s'il clame officiellement son soutien au président. Du côté des frondeurs et de la gauche classique, le candidat devrait être Martine Aubry car personne d'autre n'a l'envergure d'un présidentiable et Arnaud Montebourg est un électron libre. C'est aujourd'hui qu'est ouverte la succession de François Hollande. Du côté des frondeurs et de ceux qui s'opposent au gouvernement et au président on attendait un signe et il est arrivé : Martine Aubry a répondu présent. **Elle a encore plus que jamais l'Élysée en ligne de mire comme Alain Juppé.**

Cet été déjà, Martine Aubry avait fait parler d'elle en désirant appliquer l'encadrement des loyers à Lille, comme prévu dans la loi Duflot, remettant ainsi en cause l'autorité du Premier ministre, et en contestant l'application de la réforme territoriale. Dans quelle stratégie cette critique affichée du gouvernement s'inscrit-elle ?

Stefan Simons : Le parti socialiste est divisé entre son aile gauche et son aile droite. Martine Aubry s'est positionnée du côté de l'aile gauche. Avec son opinion elle donne un fond argumentatif à la bouche des frondeurs sans vouloir détruire le fonctionnement du gouvernement.

Hervé Algalarrondo : On retrouve le soutien à Cécile Duflot dans cette interview au JDD. Dans l'optique de la présidentielle Martine Aubry espère avoir le soutien des Verts. Pour la réforme territoriale en revanche sa prise de position était plus particulière car l'un de ses très proches, Pierre de Saintignon, est candidat. Ils ont fait le calcul qu'il vaudrait mieux éviter une fusion des régions Nord Pas de Calais et Picardie.

Que dire de la capacité d'influence de Martine Aubry dans un gouvernement qui jongle depuis des mois avec une forte opposition au sein de son propre parti ? En quoi et comment Martine Aubry pourrait-elle s'avérer plus convaincante ?

Stefan Simons : On verra au prochain Congrès son influence. Si elle élève la voix c'est qu'elle se sent éloignée du débat et du centre du pouvoir. **Martine Aubry est à Lille, elle est éloignée physiquement des discussions. Elle ne fait plus partie du cercle très intérieur du pouvoir socialiste.** Dans cette démarche d'un débat critique dans le fond comme dans la forme, c'est là qu'elle a le plus d'attraction.

Hervé Algalarrondo : Martine Aubry qui a été Première secrétaire du PS a une capacité de rassemblement bien supérieur à celle des frondeurs et on va le voir dans les signatures de sa motion pour le Congrès. La sortie de Martine Aubry est un problème de plus pour le gouvernement et le président mais la maire de Lille doit faire attention : elle a été battue lors de la primaire par François Hollande et il ne faudrait pas que la vaincue dicte sa loi au vainqueur, ça serait un déni de démocratie. Martine Aubry fait la synthèse de la "vieille gauche" contrairement à son père. Elle campe sur cette ligne qui vise à garder la gauche unie. Elle fait le pari que cette "vieille gauche" est majoritaire. C'est cette gauche à l'ancienne qui se cabre et rejette un nouveau PS sur le modèle du labour de Tony Blair ou du SPD de Gerhard Schröder. Il est possible que la ligne François Hollande - Manuel Valls – Emmanuel Macron provoque une rupture à moyen terme et une réorientation des alliances vers le centre et la droite républicaine.

Le gouvernement, en quête de crédibilité, et qui a beaucoup travaillé à la cohésion de son équipe gouvernementale, pourrait-il vraiment être disposé à l'écouter ? Que pourrait-il en retirer ?

Stefan Simons : Je ne crois pas que cela va influencer du jour au lendemain les décisions politiques gouvernementales car elles sont déjà prises. **Martine Aubry se positionne du côté des militants mais elle sait très bien que le gouvernement ne va pas faire demi-tour.** Mais cela va peut-être influencer le climat et le style du gouvernement et du parti. Le PS et le gouvernement pourraient alors s'adresser aux militants de base et prendre plus en considération cette aile gauche qui fait toujours partie du PS.

Hervé Algalarrondo : Le président et le gouvernement seront contraints de faire preuve de bonne volonté. Je ne vois pas de changement sur le fond concernant la volonté d'essayer de rénover le marché du travail et de s'attaquer aux rentes. En revanche, il y aura sans doute des gestes comme ceux faits à propos des allocations familiales

Un reportage publié dans *Marianne* fin août sur le potentiel retour de Martine Aubry décrit d'ailleurs une situation relativement confortable pour la maire de Lille pour se faire entendre. Jean-Christophe Cambadélis serait d'ailleurs l'un de ses soutiens. Quelle lecture peut-on faire de ses soutiens au sein du parti ?

Hervé Algalarrondo : Son soutien est plus large que celui des fondeurs. Jean-Christophe Cambadélis est obligé d'être un homme de synthèse. Il ne peut pas s'opposer et doit ménager tout le monde. Même si Jean-Christophe Cambadélis a eu des très bons rapports avec Martine Aubry c'est un strauss-kahnien donc un "moderne" alors que Martine Aubry c'est le socialisme "à l'ancienne".